«Il faut repenser le cycle d'orientation»

ÉCOLE Après nos révélations sur la crise du cycle genevois, la ministre chargée de l'Instruction publique Anne Emery-Torracinta promet des réformes. Une évaluation du système est déjà en cours

PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVAIN BESSON

Y @SylvainBesson

Lundi, nous dévoilions l'ambiance délétère de certaines classes du cycle genevois, où des élèves rebelles mettent à mal l'autorité des enseignants. La conseillère d'Etat chargée de l'instruction publique, Anne Emery-Torracinta, prend position sur ce problème.

Les classes les plus faibles du cycle genevois, les R1/CT, se sont transformées en ghettos qui concentrent les mauvais élèves et épuisent leurs professeurs. Etes-vous consciente de cette situation? Vous dressez un tableau très noir. Je ne sais pas s'il faut noircir autant. Mais je reconnais qu'il y a un problème.

Cela ne date pas de cette législature. Il faut rappeler le contexte politique de l'époque précédant

la dernière réforme du cycle: des attaques sur l'école, opposant les tenants d'un enseignement traditionnel aux «ouverts». La nouvelle structure du Cycle d'orientation, mise en oeuvre en 2011, est le résultat d'un compromis politique dont j'ai hérité.

N'est-il pas temps de reconnaître que le système instauré à l'époque, un cycle à trois niveaux (fort - moyen - faible), avec des passerelles entre ces niveaux, est un échec? Il avait été dit à l'époque, par les directions et le syndicat des enseignants du cycle, que cette structure n'était pas adaptée aux élèves en grande difficulté scolaire. Je partage pleinement ce diagnostic. Cela ressemble à la structure du cycle que j'ai connue enfant: latin-sciences, générale et pratique. Ce n'est pas particulièrement progressiste. C'est un retour en arrière. Les élèves les plus faibles se retrouvent dans une section à part. Par contre, pour compenser, il y a un système de passerelles.

Mais ce qui se passe aujourd'hui n'est pas vraiment – c'est triste – une surprise. Pourquoi y a-t-il ces problèmes? Ce système a renforcé l'image négative des R1 [ndlr: la

section la plus faible]. Le prof du primaire subit une pression pour envoyer les élèves en R3 [la section la plus forte]. Au fil du temps, il y a de plus en plus d'élèves de R3 et de moins en moins de R1 et R2 [niveau moyen]. Mettez-vous à la place des élèves de R1! Imaginez l'image de soi d'un adolescent qui se retrouve dans la seule classe de R1 d'un cycle, surtout après le premier trimestre quand une partie des élèves ont pu passé en R2 et qu'il ne sont peut-être plus que 8-10 élèves dans la classe? «Je dois vraiment être nul de chez nul, les copains ont réussi à monter.» Ces élèves ont une image d'eux-mêmes aui est très fortement dégradée. De plus, pour eux, les débouchés à la sortie du cycle sont très limités,

ce qui n'arrange rien. Et la grille horaire actuelle est très scolaire. Il va falloir oser se poser des questions pour réussir à faire

entrer ces élèves dans une formation professionnelle. Aujourd'hui, on les garde dans un système très scolaire, alors qu'ils sont très peu scolaires. Ce n'est pas adéquat.

INTERVIEW

Le drame de ces élèves, c'est qu'il y a un fossé de plus en plus profond entre les exigences du monde professionnel et leurs compétences. Genève est un canton très tertiaire, il faut une main-d'oeuvre à forte valeur ajoutée. Même pour l'horlogerie, par exemple. Pour entrer dans un apprentissage, c'est 18-19 ans de moyenne d'âge. Dans les assurances et les banques, c'est plutôt 20 ans. Comment voulez-vous que ces jeunes trouvent facilement une place d'apprentissage? Ils ont donc l'impression d'être sur une voie de garage, ou sans issue.

Savez-vous que, dans certaines classes, les enseignants passent 20 minutes, voire 45 minutes, à faire de la discipline, sans pouvoir vraiment commencer leur cours? Oui, ce sont des choses qu'on entend parfois. Les élèves sont découragés, alors bien sûr qu'il y a des difficultés. Toutefois, ce n'est pas dans toutes les classes, et cela se passe parfois très bien. Mais depuis que



Anne Emery-Torracinta: «Je reconnais qu'il y a un problème. Cela ne date pas de cette législature.» (DAVID WAGNIÈRES)

je suis au Département de l'instruction publique, c'est un problème récurrent qui m'a été rapporté par tout le monde, les directions, les profs, les élèves... C'est quelque chose qui m'a inquiétée très vite. Mais si on veut réformer le système, il faut avoir des chiffres, des faits. Ce qui m'a surprise en arrivant au DIP, c'est qu'on n'avait pas d'outils de pilotage centralisé de cette réforme du cycle. Aujourd'hui, on fait une évaluation du cycle, justement dans le but d'avoir cet outil d'analyse.

Au final, ce que montrent les statistiques, c'est que ce système alimente les effectifs des élèves déscolarisés, des centaines de personnes chaque année à Genève... En bonne partie, oui. Quand on examine le profil des élèves dits décrocheurs, la majorité d'entre eux sont en grande fragilité scolaire, et la plupart d'entre eux l'ont très probablement toujours été. A la sortie du cycle, ils n'ont pas de place d'apprentissage, ils ne peuvent pas entrer à l'Ecole de culture générale (ECG). Ils se

«Ces élèves ont une image d'eux-mêmes qui est très fortement dégradée»

retrouvent dans un centre de transition professionnelle pendant un an, et après? Certains trouvent une place d'apprentissage, mais d'autres pas. Un des objectifs de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans est justement de leur donner le temps de pouvoir accéder à une formation qualifiante.

Ce système n'aggrave-t-il pas la ségrégation sociale? Là aussi, c'est une situation historique. Mais aujourd'hui, il y a une précarisation sociale, qui est sans doute en augmentation. Les gens cumulent des petits boulots. L'explosion des divorces provoque un appauvrissement. On a l'impression qu'il y a

de plus en plus de familles démunies par rapport aux changements sociétaux. Les enfants sont devant des écrans, avec tous les changements que cela peut entraîner: cyberharcèlement, manque de sommeil. On voit cela déjà chez les tout-petits, avec une augmentation des problèmes de comportement. Les enseignants me le disent tous. Un directeur a même dû convoquer à plusieurs reprises dans son bureau des enfants de 4 ans pour les cadrer.

Il faut ajouter un point, c'est que les enseignants du cycle sont pour la plupart des universitaires. Ils n'ont pas de formation spécifique pour enseigner à des élèves qui ont de grosses difficultés d'apprentissage. Il faut des compétences diverses pour travailler avec ces élèves, il faudrait aussi des formations spécialisées. Cela doit faire partie de la réflexion sur ce que pourrait être le futur cycle d'orientation. Est-ce qu'il faut vraiment un cycle de trois ans? Pourrait-on donner plus de temps pour acquérir des notions professionnelles? Est-ce

qu'il faut, en 9e année déjà, avoir ces trois regroupements? Il faut réfléchir.

On développe aussi de nouvelles offres préqualifiantes. Pour les 11e CT [dernière année du cycle], il vaudrait la peine d'anticiper l'entrée dans l'après, tester des gestes métier, etc. Une des clés d'amélioration, c'est de casser les silos, notamment entre le cycle et le secondaire II, et de mieux travailler ensemble. D'identifier des profils d'élèves pour lesquels il faut intervenir en amont beaucoup plus vite. Et augmenter encore les postes de soutien à l'école primaire pour s'assurer que les savoirs de base, notamment la lecture, soient bien maîtrisés.

Est-ce qu'il y a des exemples à l'étranger qui pourraient vous inspirer pour cette réforme? On parle beaucoup de la Finlande, avec sa pédagogie flexible, créative, innovante... La Finlande pratique une école inclusive, ouverte, peu sélective. En Corée du Sud, c'est plutôt l'inverse, mais ces deux pays étaient en tête au début des classements PISA. Leur particularité, c'est que dans les deux cas, la population croit à son système et valorise les enseignants, qui font un métier prestigieux. Un modèle est bon s'il correspond bien à un contexte donné.

Le contexte politique genevois actuel ne va malheureusement pas vraiment dans le sens d'une école à la finlandaise. Mais ce que nous montre le terrain, c'est que ce système genevois très séparatif n'a pas l'air de fonctionner pour certains élèves. Une piste, c'est de revoir cette stigmatisation des élèves, en particulier pour la 9e année.

Ce que l'on sait en tout cas, c'est qu'on est loin du compte pour l'immense majorité des élèves de ces classes [R1/CT] en termes d'apprentissage scolaire de base. C'est très inquiétant. Un objectif de la prochaine législature – et je compte bien m'y atteler – doit donc être l'évaluation de la réforme de 2011 et l'évolution du système, car il y a quelque chose qui ne joue pas.